



*Etude*  
**Indicateurs de développement  
durable et zones d'activités**

*Folco LAVERDIERE*

*2001*

## **1. Gestion durable des zones d'activités : déclinaison du Développement Durable à l'échelle d'un espace économique**

Dans le cadre du projet "Gestion et management des Espaces d'activités de la Loire" est engagée une réflexion qui se veut opérationnelle sur la notion de développement durable appliquée au périmètre d'une zone d'activités. La question posée est d'identifier quel mode de gestion est adapté à une zone d'activités en fonction de ses spécificités pour qu'elle conserve durablement une qualité satisfaisante et qu'elle valorise son territoire. C'est parce que chaque type de zone nécessite un mode de gestion qui lui soit propre que l'étude expérimentale s'est attachée à différentes zones de la Loire aux problématiques et enjeux différents.

Le niveau étudié le plus fin de mise en œuvre du développement durable est la commune avec les Agendas 21 locaux, document orientant la politique de la ville pour le 21<sup>ème</sup> siècle. Des indicateurs de développement durable permettant de suivre la mise en place de cette politique ont déjà été proposés mais aucun outil de suivi de zone d'activités quant à son approche de développement durable n'a été étudié. C'est à ce titre que le projet des sites pilotes développement durable s'est attaché à réfléchir à des indicateurs de suivi parallèlement à la réflexion sur les modes de gestion pertinents d'espaces d'activités.

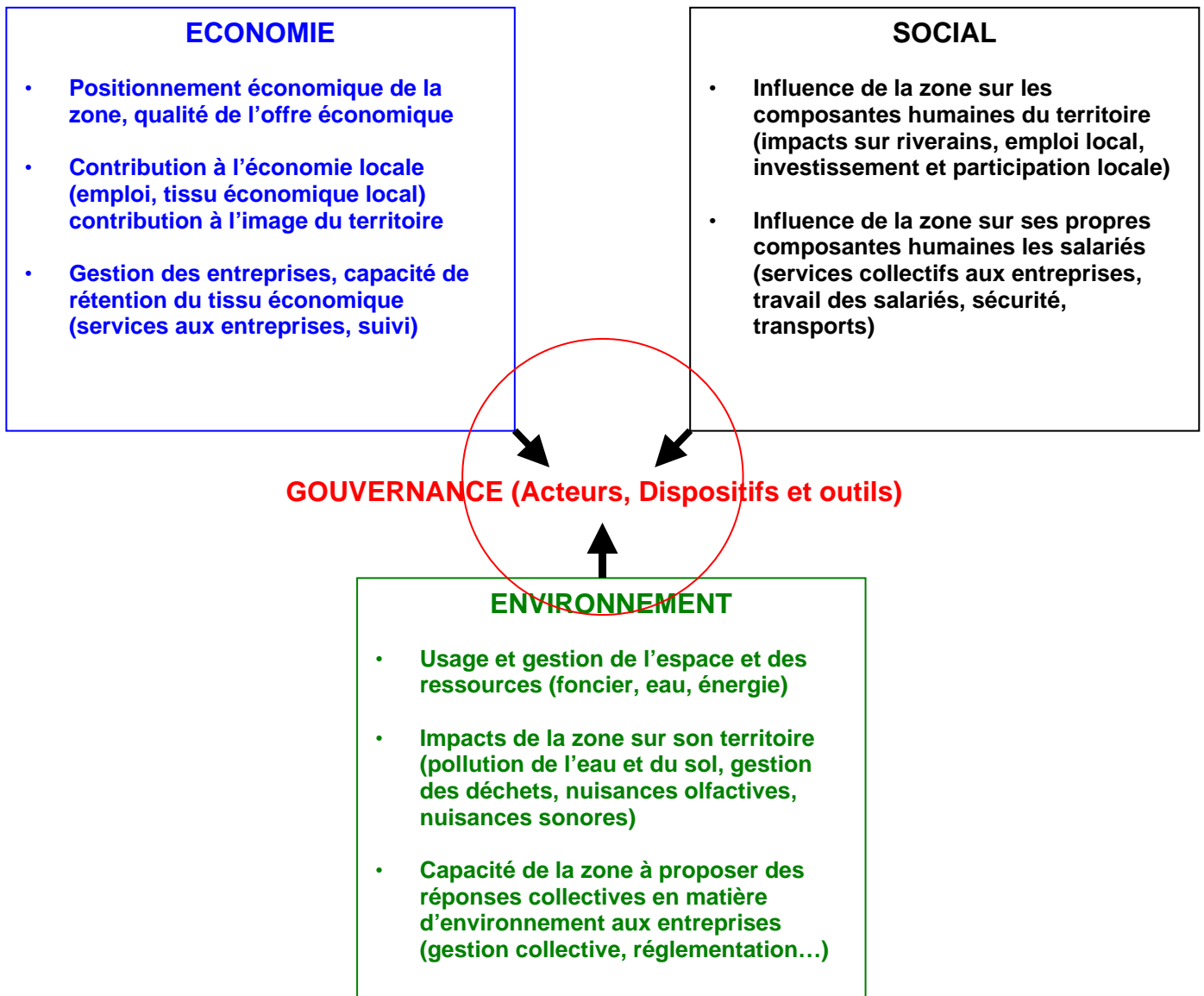
Le territoire d'une zone d'activités nous semble très propice à une réflexion sur l'opérationnalisation du principe de développement durable.

En effet, ce type de périmètre présente des enjeux triples sur le plan économique, social et environnemental. L'objectif d'accueillir des entreprises et de conserver en bonne santé économique celles présentes sur son territoire est un premier enjeu économique d'une zone d'activités. La capacité de gérer d'une part la population environnante (riverains et moins riverains) susceptible d'avoir une forte influence dès qu'elle s'organise, de respecter l'environnement d'autre part puisqu'une zone d'activités peut présenter des risques environnementaux sont d'autres enjeux portés aux collectivités gestionnaires.

Cette présence d'acteurs politiques, économiques et sociaux aux pouvoirs non négligeables et dont la prise en compte est indispensable nécessite un mode de gestion spécifique, une gouvernance précise basée sur la concertation et le partenariat entre ces interlocuteurs.

Ainsi avons-nous tenté de décliner le principe du développement durable à l'échelle d'une zone d'activités à savoir d'identifier les préoccupations de cette même zone vis-à-vis des acteurs sociaux et économiques.

Le schéma ci-dessous représente les trois sphères du développement durable avec leurs déclinaisons proposées pour une zone d'activités.



## 2. L'outil Indicateur de Développement Durable

### 2.1 Objectifs et destinataires de l'outil

Les indicateurs de développement durable ont une double ambition :

- ils doivent permettre de comparer différentes zones du département quant à leur approche du développement durable, constituant un cadre de référence commun à tous les sites.
- ils doivent constituer un outil fonctionnel de suivi des zones d'activités et de lisibilité des progrès réalisés en fonction des objectifs que se sont fixés les collectivités gestionnaires.
- Ils doivent permettre enfin de visualiser des pistes de travail, de définir des axes de progrès et des objectifs.

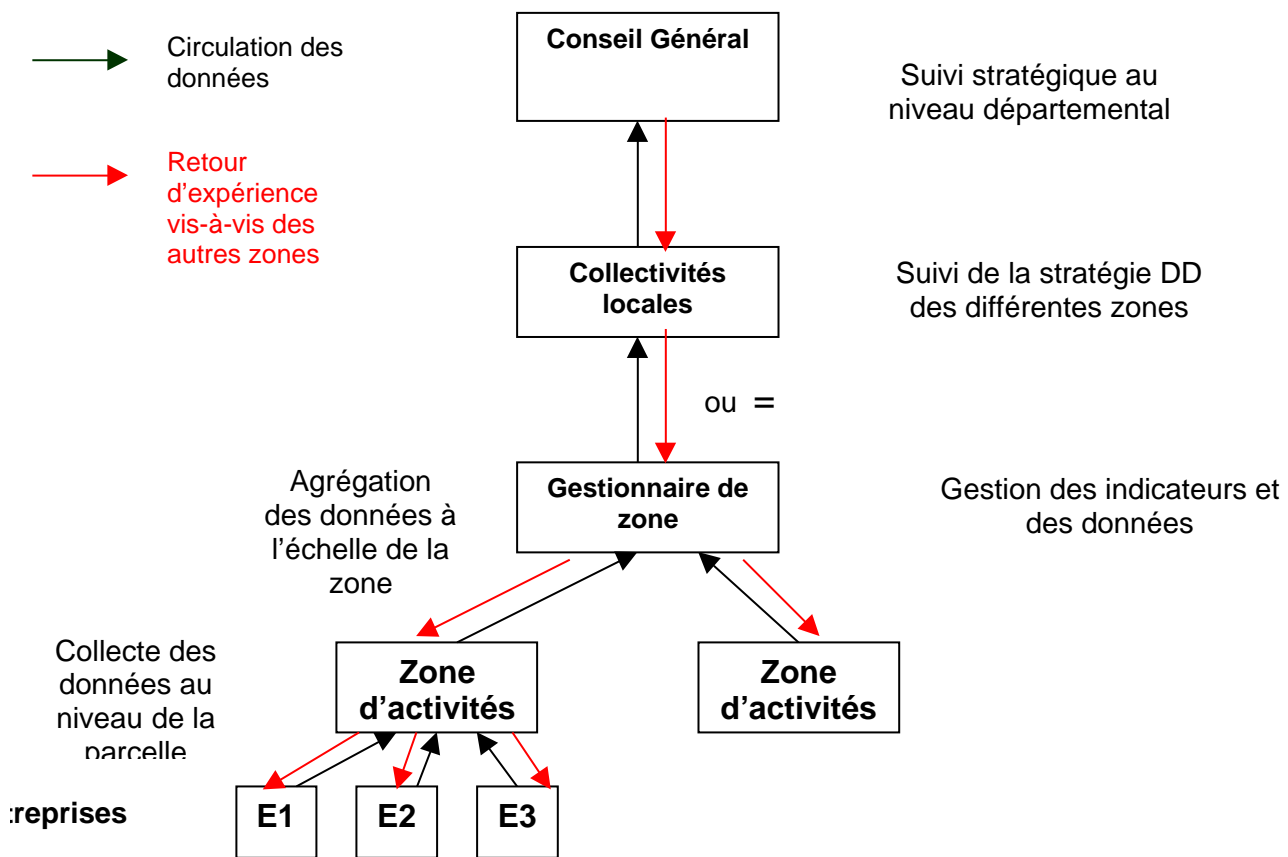
Les utilisateurs potentiels des indicateurs sont, en accord avec les objectifs fixés les suivants:

- **le Conseil Général ou le Comité d'Expansion Economique de la Loire**, pour un suivi au niveau départemental des espaces économiques. En complément dans l'observatoire des zones d'activités, les indicateurs de développement durable peuvent constituer un outil de communication pour des entreprises exogènes et pour des collectivités intéressées par ce type de démarche.
- **les collectivités locales** qui souhaitent comparer leurs zones d'activités afin de repérer les écarts et favoriser un développement économique homogène de leurs zones
- **les gestionnaires de zones** qui pourraient suivre leurs zones d'activités et prendre des décisions visant à assurer un développement économique continu de celles-ci. Ils peuvent aussi au moyen de ces indicateurs mieux communiquer avec leur environnement direct dont la population afin de conserver un climat consensuel.

## 2.2 Recueil de l'information et organisation des acteurs

L'élaboration des indicateurs s'est basée sur l'adéquation entre la théorie du développement durable et l'information disponible sur le terrain. Pour un outil fonctionnel et réellement utilisable par ses destinataires potentiels, les données nécessaires au renseignement des indicateurs doivent être accessibles à moindre coût et dans un temps acceptable (pour avoir des objectifs de réactualisation ambitieux).

Afin de gérer durablement ces indicateurs et leur réactualisation et de répondre aux objectifs fixés aux différents niveaux territoriaux, nous proposons une organisation des acteurs autour de ces indicateurs depuis la gestion opérationnelle de la zone jusqu'aux organismes départementaux.



Les informations, notamment les données individuelles issues de l'enquête « entreprises » dans le cadre du projet sont collectées par le gestionnaire de zone. Cette recherche peut se faire de manière informelle ou formelle (convention, charte..) en partenariat avec les entreprises de la zone. Ces données sont agrégées à l'échelle de la zone par le gestionnaire puis transmises aux collectivités et au Conseil Général avec une exploitation différente à chaque niveau.

## 2.3 Rappels de méthodologie

L'élaboration des indicateurs s'est déroulée en plusieurs étapes depuis le début du travail (octobre 1999) :

- bilan bibliographique des travaux réalisés en matière d'indicateurs de développement durable : de nombreuses études à des échelles territoriales globales, aucun travail spécifique réalisé à l'échelle d'une zone d'activités
- définition du concept à l'échelle d'une zone d'activités
- construction d'une grille de thématiques et de critères qui se veut la plus exhaustive possible
- proposition d'indicateurs permettant d'évaluer ces critères par rapport à des objectifs de développement durable
- agrégation des indicateurs pour réduire leur nombre et obtenir une batterie fonctionnelle d'indicateurs. Cette grille d'indicateurs finalisée fin 2000 se trouve en **annexe 1**.

A la suite de l'élaboration de cette grille et devant l'impossibilité d'obtenir les informations nécessaires pour renseigner les indicateurs de développement durable, une autre approche a été abordée. Cette approche part des informations disponibles auprès des acteurs concernés - pour certaines obtenues grâce à une enquête entreprises - pour évaluer une zone par rapport aux thématiques théoriques du développement durable. L'approche adoptée auparavant se nourrissait de la théorie pour être confrontée par la suite à l'information accessible.

- **nouvelle grille d'indicateurs (25 indicateurs)** avec pour chacun l'échelle d'évaluation, le sens de l'échelle pour un développement durable, l'information brute nécessaire et le lieu de l'information ou son support.

L'approche information disponible -> théorie est une approche pragmatique mais pouvant aboutir à des indicateurs peu pertinents car biaisant la caractérisation développement durable d'une zone. Cette pertinence sera à tester par la suite.

## 2.4 Indicateurs de Développement Durable proposés

Deux types d'indicateurs sont proposés dans cette note :

- **des indicateurs de typologie de zone** : ces indicateurs ont pour but de mesurer la complexité de la gouvernance sur une zone d'activités (complexité du jeu d'acteurs) pour en ressortir une typologie de zone. Ces indicateurs ne portent pas à priori de jugement de valeur sur la gouvernance en place quant à son approche du Développement Durable.
- **des indicateurs de Développement Durable** proprement dit, qui à la différence des indicateurs de typologie donnent une indication sur le niveau de prise en compte du Développement Durable dans la gestion de la zone (ils sont à minimiser ou maximiser pour aboutir à un développement durable)

## Indicateurs de typologie

Critère 1	Critère 1.1	Indicateur d'état	échelle de mesure	données	lieu de l'information
<b>Acteurs publics et institutionnels</b>	Enjeu politique	Classe de l'enjeu politique de la zone d'activités	1: communal, 2: intercommunal, 3: départemental, 4: régional, 5: national et international	Type de zone (zone d'intérêt international, national, régional, départemental) Type de gestionnaire pour les zones locales (intérêt communal ou intercommunal)	Schéma Départemental d'accueil économique
	Gestion	Classe du nombre d'acteurs publics ou parapublics gestionnaires de la zone	1 : 1 acteur, 2 : 2 acteurs, 3 : 3 acteurs, 4 : + de 3 acteurs	nombre d'acteurs publics ou parapublics gestionnaires (maître d'ouvrage, communes concernées, concessionnaire...)	
<b>Acteurs économiques</b>	Entreprises	Classe du nombre d'entreprises présentes sur la zone	1: 0-10, 2: 10-20, 3: 20-50, 4: 50-100, 5: + de 100)	nombre d'entreprises présentes sur la zone	CCI, gestionnaire de zone
	Salariés	Classe du nombre de salariés de la zone	0: 0 à 100, 1: 100-500, 2: 500-1000, 3: 1000-5000, 4: + de 5000 salariés	nombre de salariés de la zone	CCI, enquête entreprises
<b>Acteurs sociaux</b>	Riverains	Classe du nombre d'acteurs sociaux intervenant sur la zone	1: zone rurale éloignée de toute habitation, 2: zone rurale proche d'habitations, 3: zone péri-urbaine, 4: zone urbaine	localisation de la zone par rapport à des riverains	
	Associations	classe du degré d'organisation des acteurs sociaux ou du nombre d'associations de population et de pression (environnement, social...)	Classes non complètement définies	nombre d'associations de population, de riverains, de protection de la nature...	préfecture, annuaire des associations

## Indicateurs de Développement Durable



Indicateur non calculable sans enquête entreprise



Indicateur non calculé dans le cadre de l'étude

Domaine	Critère 1	Critère 1.1	Critère 1.1.1	Indicateur d'état	échelle de mesure	sens de l'échelle	données	lieu de l'information
Environnement	Gestion des ressources	Territoire	Usage économique du sol	% du territoire utilisé (exploité et non pollué par des entreprises + parcelles non commercialisées utilisées pour un autre usage provisoire) / territoire de la zone	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	superficie utilisée par les entreprises, superficie des parcelles vacantes entretenues, superficie totale	visite de terrain + SIG +base de données Zones d'activités CEEL
			Usage social du sol	nombre d'emplois / superficie occupée par des entreprises	1: 0-10, 2: 10-20, 3: 20-30, 4: + de 30	maximiser	nombre de salariés, superficie utilisée par les entreprises	enquête entreprises +base de données CEEL, données CCI
		Eau	Réduction de consommation de la ressource eau	% des salariés dont l'entreprise a mis en place une stratégie de réduction de consommation parmi les gros consommateurs (+50 m3 / jour)	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	entreprises ayant mis en place des actions de réduction de consommation, effectif des entreprises	enquête entreprises, données CCI
			Maîtrise de la consommation en eau	Eau prélevée au milieu naturel par les plus gros consommateurs par an / nombre d'entreprises de la zone	0: + de 100000 m3, 1: 50000-100000 m3, 3: 10000-50000 m3, 4: -10000 m3	minimiser	prélèvement AEP des gros consommateurs, nombre d'entreprises	Agence de l'eau (consommation en eau), CCI, gestionnaire de zone (nbre d'entreprises)
			Energie	Réduction de consommation électrique	% des salariés dont l'entreprise a mis en place une stratégie de réduction de consommation parmi les gros consommateurs	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	entreprises ayant mis en place des actions de réduction de consommation, effectif des entreprises

Impacts de la zone sur l'environnement	Eau	Maîtrise de la pollution de l'eau	Charge de pollution des effluents des entreprises les plus polluantes (MES, MO, MI, N, P) ( <b>+ de 200 Eq hab</b> ) / nombre d'entreprises de la zone	Pas de classes définies complètement	minimiser	charges de pollution MES, MO, MI, N, P, nombre d'entreprises de la zone	Agence de l'eau (charges de pollution), CCI, gestionnaire de zone (nbre d'entreprises)	
	Odeurs	Maîtrise des nuisances olfactives	Nombre d'entreprises générant des nuisances olfactives / nombre total d'entreprises	4: 0, 3: 0-25%, 2: 25-50%, 1: 50-75%, 0: 75-100%	minimiser	nombre d'entreprises générant des nuisances, nombre d'entreprises	enquête entreprise, CCI, gestionnaire de zone	
	Bruit	Maîtrise des nuisances sonores	Nombre d'entreprises générant des nuisances sonores / nombre total d'entreprises	4: 0, 3: 0-25%, 2: 25-50%, 1: 50-75%, 0: 75-100%	minimiser	nombre d'entreprises générant des nuisances, nombre d'entreprises	enquête entreprise, CCI, gestionnaire de zone	
Domaine	Critère 1	Critère 1.1	Critère 1.1.1	Etat	échelle de mesure	sens de l'échelle	données	lieu de l'information
Environnement	Impacts de la zone sur l'environnement	Déchets	Elimination des déchets	% de déchets triés (par type de déchets)	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	nombre de déchets triés, nombre de déchets générés par les entreprises (chaque déchet compte pour une unité)	enquête entreprise
			Gestion collective des déchets	% déchets gérés collectivement	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	nombre de déchets gérés collectivement, nombre de déchets générés par les entreprises	enquête entreprises, CCI

Economie	Développement économique de la zone	Dynamique économique de la zone	Dynamique de zone	Emplois créés sur zone entre t0 et t1 - Emplois supprimés sur zone entre t0 et t1 / emploi total à t0 (choix 5 ans)		maximiser	nombre de salariés arrivés lié à l'arrivée d'une entreprise, nombre de salariés partis liés au départ ou au dépôt de bilan d'une entreprise	CCI, base de données CEEL, gestionnaire de zone
		<b>Prospection - Promotion</b>	Promotion et prospection	Formalisation de l'accueil économique et des relations départementales - collectivités locales - investisseurs	<b>0 : pas de support de promotion, 1 : support de promotion sans interlocuteur, 2 : avec interlocuteur unique, 3 : schéma d'accueil et charte, 4 : schéma d'accueil et labellisation</b>	maximiser	Présence d'une charte d'accueil, schéma départemental, labellisation	Conseil Général, Agence de Développement, Comité d'Expansion
	Emploi	Emploi durable	Emploi durable	Nbre d'emplois locaux à durée indéterminée créés sur zone / nombre d'emplois sur la zone		maximiser	nombre d'emplois à durée déterminée sur la zone, nombre total de salariés	enquête entreprise
Social	Services	Services proposés aux entreprises	Services collectifs	Classe du nombre de services collectifs proposés	0: 0 services, 1: 1 service, 2: 2 services, 3: 3 services, 4: plus de 4 services	maximiser	nombre de services collectifs	gestionnaire de zone, club d'entreprises, enquête "entreprises"
			Participation aux services	nombre d'entreprises concernées par les services collectifs (services environnementaux, services sociaux, services de restauration, service postal) / nombre total d'entreprises	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%		entreprises concernées par ces services, effectif de ces entreprises	gestionnaire de zone, club d'entreprises, enquête "entreprises"
<b>Domaine</b>	<b>Critère 1</b>	<b>Critère 1.1</b>	<b>Critère 1.1.1</b>	<b>Etat</b>	<b>échelle de mesure</b>	<b>sens de l'échelle</b>	<b>données</b>	<b>lieu de l'information</b>

Social	Sécurité routière	Sécurité routière	Sécurité routière	Nbre de salariés dont l'entreprise a signalé un pb de sécurité routière interne à la zone / Nbre total salariés	4: 0, 3: 0-25%, 2: 25-50%, 1: 50-75%, 0: 75-100%	minimiser	entreprises ayant signalé un problème de sécurité routière, effectif de ces entreprises	enquête entreprise
		Sécurité industrielle	Sécurité industrielle	Moyenne de la formalisation de la politique de sécurité industrielle pour les entreprises à risque	0: aucun contact avec les pompiers, 1: travaux ponctuels avec les pompiers, 2: plan d'intervention formalisé, 3: POI, 4: PPI pour chaque entreprise à risque	maximiser	nombre d'entreprises ayant un contact régulier ou formalisé avec les pompiers, entreprises SEVESO et soumises à autorisation	enquête entreprise, pompiers, préfecture (ICPE)
	Impact social	Politique d'insertion	Politique d'insertion	Nbre d'emplois d'insertion ou sociaux créés sur zone				
Gouvernance	Formalisation des relations entre acteurs	Acteurs publics et institutionnels	Formalisation relations gestionnaires	% de relations formelles ou contractualisées entre acteurs (nombre de concessions, délégations...)	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	relations entre les acteurs de gestion de la zone	gestionnaire
		Acteurs économiques	Formalisation relations acteurs économiques	% de relations formelles ou contractualisées entre acteurs économiques (nombre d'entreprises adhérentes à un club d'entreprises, association syndicale...)	0: 0, 1: 0-25%, 2: 25-50%, 3: 50-75%, 4: 75-100%	maximiser	nombre d'entreprises liées par contrat ou convention ou adhérent à une structure commune	

Outils de la gouvernance		Outils de la gouvernance	nombre de structures mises en place entre les différents acteurs (comité de pilotage...), nombre d'outils de concertation mis en place et qualification des acteurs concernés (EP Economiques et Politiques, ES: Economiques et Sociaux, SP: Sociaux et Politiques, EPS)	nombre d'outils	maximiser	nombre d'outils mis en place, types d'acteurs mis en relation par ces outils	
--------------------------	--	--------------------------	--	-----------------	-----------	--	--

**Remarques :** - de nombreux indicateurs ne sont pas actuellement calculables sans l'enquête « entreprises », quelques indicateurs n'ont pu être renseignés dans le cadre de l'étude  
 - certaines classes n'ont pu être définies car les trois sites ne permettent pas de trouver des classes discriminantes

## 2.5 Exploitation et mode de représentation des indicateurs

Nous proposons deux représentations possibles des indicateurs de développement durable :

- **une représentation en « rosace »** dans laquelle chaque direction mesure la qualité de la zone par rapport à un thème précis. Cette représentation permet de dégager un profil de zone et de comparer de façon globale les zones. Une approche intégrée de Développement Durable est caractérisée par un profil circulaire.
- **une représentation en « points »** permettant de comparer plus aisément des zones sur un thème précis.

Pour représenter ces indicateurs, il est nécessaire d'établir des classes (0 à 4) dont les seuils et limites ont été fixés préalablement. Ces limites ne sont pas définitives car l'étude de trois zones de l'opération « sites pilotes » ne permet pas de savoir si les classes sont bien discriminantes (la classe doit permettre de différencier les zones).

Une telle représentation permet de visualiser relativement aisément les atouts et les points faibles des zones d'activités en matière de développement durable. Elle permet aussi de mettre en évidence certaines pistes de travail.

L'objectif des indicateurs n'étant pas d'affecter une note globale à une zone ni de donner la direction en terme d'approche globale prise par un gestionnaire (environnement – économie – social), l'idée de l'agrégation des différents indicateurs par une analyse multicritère des indicateurs a été abandonnée au profit d'une représentation simplifiée. Cette représentation nous semble plus pédagogique car elle évite une agrégation trop forte des indicateurs et ainsi une certaine illisibilité des résultats.

L'analyse multicritère offre pourtant la possibilité de pondérer un thème au choix de l'utilisateur en fonction de sa perception du développement durable et des thèmes prioritaires. Elle pourra être utilisée selon les besoins des collectivités en pouvant notamment se référer aux travaux de M. Brodhag et M. Davoine de l'ENS-MSE sur le développement durable et l'analyse multicritère.

## 3. Analyse pour trois sites de la Loire

Les trois sites pour lesquels **l'information a été disponible** sont :

- la ZI Nord- ZI Sud sur la commune d'Andrézieux-Bouthéon (Plaine du Forez)
- la ZAC de l'Orme les Sources sur les communes d'Andrézieux-Bouthéon et de Veauche (Plaine du Forez)
- la ZA du Planil à Pélussin (dans le Parc Naturel Régional du Pilat)

Pour la typologie de zone, deux autres sites ont été étudiés :

- la ZAC de Beaucueil sur la commune de Riorges (Grand Roanne)
- les Parcs de la Demi Lieue et de la Villette (Grand Roanne)

**Remarque :** Les graphiques de profils et de courbes ne sont pas complets puisque certains indicateurs n'ont pu être renseignés. Cependant les informations manquantes sont accessibles auprès des interlocuteurs mentionnés.

### 3.1 Typologie des zones

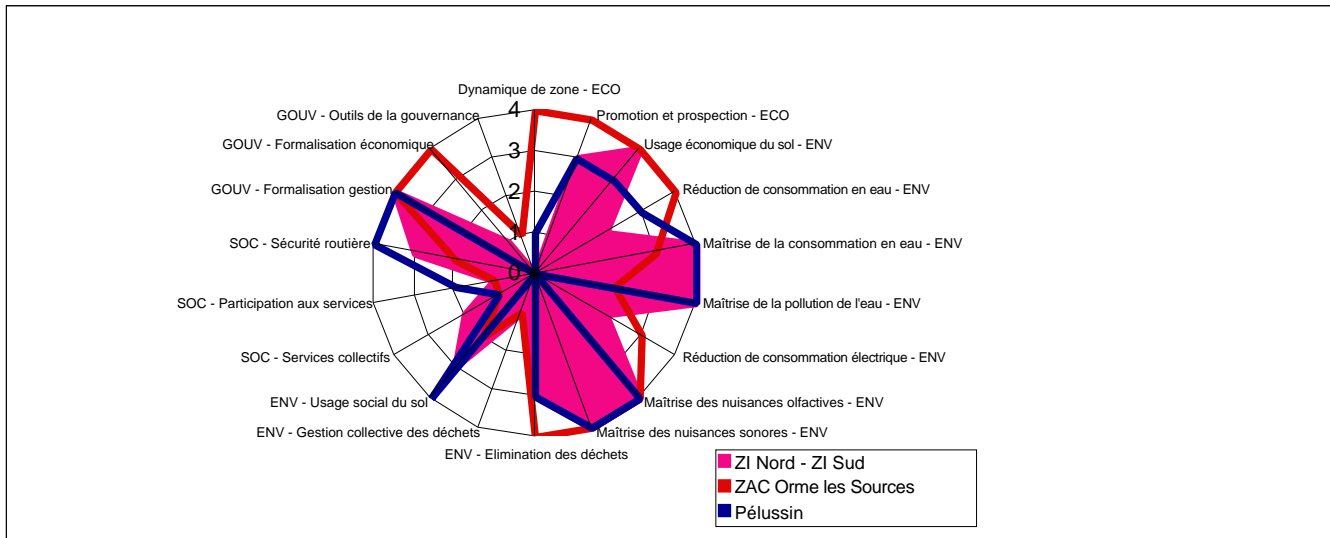
Indicateur	Etat	ZI Nord ZI Sud	ZAC Orme les Sources	Pélussin	Roanne Beaucueil	Roanne Demi Lieue la Villette
Enjeu politique	Classe de l'enjeu politique de la zone d'activités	3 départemental	3 départemental	1 communal	1 communal	2 intercommunal
Gestion	Nombre d'acteurs publics ou parapublics gestionnaires de la zone	2 Commune Andrézieux-Bouthéon, SEDL	4 SIPAB, Veauche, Andrézieux, SEDL	1 Commune de Pélussin	2 CCI, Riorges	2 CCI et Grand Roanne
Entreprises	Classe du nombre d'entreprises présentes sur la zone	4 58 entreprises	1 9 entreprises	1 7 entreprises	3 59 entreprises	1 3 entreprises
Salariés	Classe du nombre de salariés de la zone	3 + de 1000	2 + de 500	1 + de 100	2 + de 500	0 - de 100
Riverains	Classe du nombre d'acteurs sociaux intervenant sur la zone	4 zone urbaine	2 zone rurale proche d'habitations	2 zone rurale proche d'habitations	3 zone périurbaine	3 zone périurbaine
Associations	classe du degré d'organisation des acteurs sociaux ou du nombre d'associations de population et de pression (environnement, social...)	0	0	1	2	2

Voir annexe 2 pour les profils

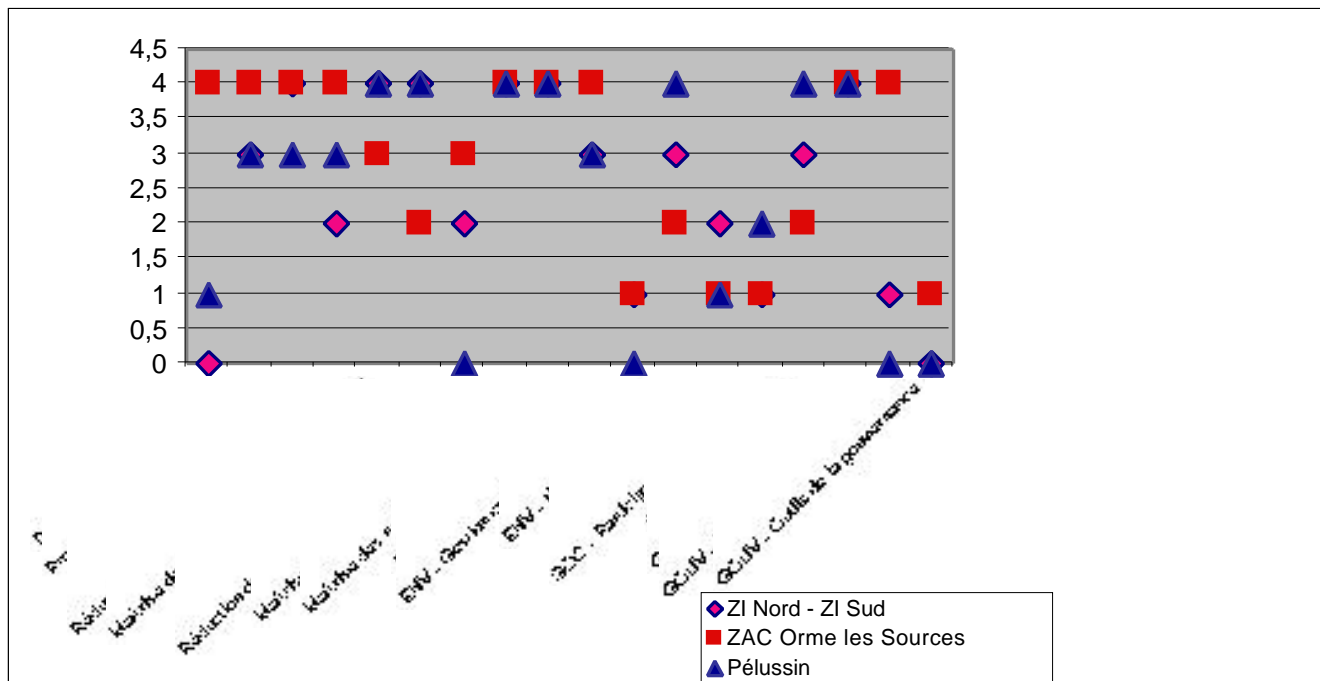
### 3.2 Indicateurs de Développement Durable

Etat	Etat	Valeur ZI Nord -ZI Sud données 2000	Valeur ZAC Orme les Sources données 2000	Valeur Pélussin données 2000
Usage économique de l'espace	% du territoire utilisé (exploité et non pollué par des entreprises + parcelles non commercialisées utilisées pour un autre usage provisoire) / territoire de la zone	92%	100%	50%
Usage social de l'espace	nbre d'emplois / superficie occupée par des entreprises	29 salariés / ha	17 salariés / ha	31 salariés / ha
Réduction de consommation de la ressource eau	% des salariés dont l'entreprise a mis en place une stratégie de réduction de consommation parmi les gros consommateurs	31%	77%	57%
Maîtrise de la consommation en eau	Eau prélevée au milieu naturel par les plus gros consommateurs par an / nombre d'entreprises de la zone	9000 m3 / an / entreprise données 1999	41000 m3 / an / entreprise données 1999	
Réduction de consommation électrique	% des salariés dont l'entreprise a mis en place une stratégie de réduction de consommation parmi les gros consommateurs	45%	51%	0%
Maîtrise de la pollution de l'eau	Charge de pollution des effluents des entreprises les plus polluantes (MES, MO, MI, N, P) / nombre d'entreprises de la zone	14 kg / jour / entreprise données 1999	94 kg / jour / entreprise données 1999	
Maîtrise des nuisances olfactives	Nombre d'entreprises générant des nuisances olfactives / nbre total d'entreprises	7%	11%	13%
Maîtrise des nuisances sonores	Nombre d'entreprises générant des nuisances sonores / nbre total d'entreprises	0%	0%	0%
Elimination des déchets	% de déchets triés (par type de déchets)	67%	80%	70%
Gestion collective des déchets	% déchets gérés collectivement	11%	3%	0%
Dynamique de zone	Emplois créés sur zone entre t0 et t1 - Emplois supprimés sur zone entre t0 et t1 / emploi total à t0 (choix 5 ans)	- 6 %	+120 %	
Promotion et prospection	Formalisation de l'accueil économique départemental et des relations département-collectivités locales-investisseurs	zone non labellisée, charte Comité d'expansion et collectivités locales pour l'accueil des entreprises exogènes	zone labellisée, charte Comité d'expansion et collectivités locales pour l'accueil des entreprises	zone non labellisée, charte Comité d'expansion et collectivités locales pour l'accueil des entreprises

			exogènes	exogènes
Emploi durable	Nbre d'emplois locaux à durée indéterminée créés sur zone / nbre d'emplois sur la zone	informations à ajouter dans le questionnaire "entreprises"	informations à ajouter dans le questionnaire "entreprises"	informations à ajouter dans le questionnaire "entreprises"
Services collectifs	nombre de services collectifs proposés	<b>2 services</b>	<b>1 service</b>	<b>1 service</b>
Participation aux services	nombre de salariés concernés par les services collectifs (services environnementaux, services sociaux, services de restauration, service postal) / nombre total de salariés	<b>14%</b>	<b>13%</b>	<b>39%</b>
Sécurité routière	Nbre de salariés dont l'entreprise a signalé un pb de sécurité routière interne à la zone / Nbre total salariés	<b>50%</b>	<b>64%</b>	<b>17%</b>
Sécurité industrielle	Moyenne de la formalisation de la politique de sécurité industrielle pour les entreprises à risque	informations à ajouter dans le questionnaire "entreprises"	informations à ajouter dans le questionnaire "entreprises"	informations à ajouter dans le questionnaire "entreprises"
Politique d'insertion	Nbre d'emplois d'insertion ou sociaux créés sur zone			
Formalisation relations gestionnaires	% de relations formelles ou contractualisées entre acteurs (nombre de concessions, délégations...)	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1 acteur</b>
Formalisation relations acteurs économiques	% de relations formelles ou contractualisées entre acteurs économiques (nombre d'entreprises adhérentes à un club d'entreprises, association syndicale...)	<b>20%</b>	<b>77%</b>	<b>0%</b>
Formalisation relations acteurs sociaux	% de relations formelles ou contractualisées entre acteurs (% de riverains adhérent à une association)	<b>0%</b>		<b>0%</b>
Outils de la gouvernance	nbre de structures mises en place entre les différents acteurs (comité de pilotage...), nbre d'outils de concertation mis en place et qualification des acteurs concernés (EP Economiques et Politiques, ES: Economiques et Sociaux, SP: Sociaux et Politiques, EPS)	<b>0</b>	<b>1 EP données 2001</b>	<b>0</b>



## Profil Développement Durable



## Points Développement Durable

#### 4. Conclusion

Même si ce travail reste partiel et demande à être complété, l'analyse des profils des trois sites pilotes permet déjà de visualiser quelques points faibles communs :

- des services collectifs peu privilégiés
- peu d'outils de concertation entre les acteurs du territoire mis en place

La prise en compte de l'environnement est globalement satisfaisante pour les sites et de nombreuses démarches de réduction de consommation sont menées par les entreprises.

La recherche sur les indicateurs de développement durable a révélé un problème d'information disponible auprès des entreprises et des organismes publics et parapublics. Ce problème s'ajoute aux difficultés rencontrées pour décliner le principe de développement durable à l'échelle d'une zone d'activités. De nombreux indicateurs ont pu être calculés grâce aux enquêtes « entreprises » sans lesquelles l'information n'aurait pu être trouvée.

En effet, de nombreuses informations existent et sont collectées régulièrement mais celles-ci sont dispersées auprès des interlocuteurs privés, publics et parapublics, soumis pour certaines données à la confidentialité professionnelle de la part de leurs clients ou donneurs d'ordre. Une transparence plus forte des acteurs et une simplification du mode de collecte des informations semblent être une condition sine qua non à l'usage à long terme des indicateurs de développement durable. La mise en réseau et le partage des données étant de plus en plus de rigueur au sein des organismes de l'Etat, il sera plus aisé de gérer ce type d'outils de suivi de zones d'activités.

Désormais, il nous semble important d'engager une concertation sur ces indicateurs servant de base à un dialogue et un débat entre les entreprises, les collectivités locales et le département, utilisateurs potentiels des indicateurs. Ceux-ci doivent absolument s'approprier l'outil pour assurer sa pérennité et définir les responsabilités de chacun dans sa gestion.

Domaine	Critère 1	Critère 1.1	Critère 1.1.1	Etat ( 33 indicateurs )	Type d'indicateur	Niveau Entreprise (E) Zone (Z)	Données de base nécessaires	Lieu de l'info
Environnement	Gestion des ressources	Territoire	Usage de l'espace et du sol	% du territoire utilisé (exploité et non pollué par des entreprises + parcelles non commercialisées entretenues) / territoire de la zone	quantitatif	Z	superficie de la zone superficie polluée superficie friches superficie parcelles non commercialisées non entretenues	terrain + cartographie digitalisée ou SEDL
			Extension de la zone	Gain en superficie / emploi crée sur cette superficie	quantitatif	Z	superficie d'extension emploi crée	cartographie ou SEDL entreprise ou CCI
			Valorisation du territoire	Budget investi par m2 de la zone et par an dans l'entretien de la zone (espaces verts, voiries, aires, bâtiments) rq: renvoie aussi à l'âge des bâtiments	quantitatif	Z, E	budget dédié à l'aménagement et l'entretien de la zone superficie de la zone	collectivités locales, entreprise
		Eau	Consommation de la ressource eau	Eau prélevée au milieu naturel ( eau consommée réelle = eau consommée - eau non polluée restituée au milieu ) / CA	quantitatif	E	consommation d'eau de la zone rejet d'eau traitée (STEP, Traitement interne) CA	entreprise ou CISE et Lyonnaise CISE et entreprise
		Energie	Consommation de la ressource énergie	Energie non renouvelable (KWh) réellement utilisée ( énergie consommée - énergie restituée, récupérée ) / CA	quantitatif	E	consommation électricité, gaz, fioul quantité d'énergie récupérée et transférée hors zone CA	entreprise ou EDF/GDF entreprise
		Energies renouvelables	rapport énergie renouvelable / énergie totale consommée	quantitatif	E	consommation électricité, gaz, fioul consommation énergie renouvelable	entreprise	

<b>Impacts de la zone sur l'environnement</b>	<b>Air et odeurs</b>		Nbre d'entreprises ne traitant pas leurs rejets atmosphériques ou créant des nuisances olfactives / Nbre d'entreprises ayant des rejets gazeux	quantitatif	E	liste entreprises ayant des rejets atmosphériques s liste entreprises ne traitant pas leurs rejets liste entreprises dégageant des odeurs	entreprise	
	<b>Bruit</b>		Ecart à la réglementation en dB à la limite de zone ( ou nombre de plaintes par an et par entreprise)	quantitatif	Z	niveau de bruit moyen en proximité de zone	bureau d'étude	
	<b>Déchets</b>	Elimination des déchets		quantité de déchets dont la filière d'élimination respecte la réglementation / quantité de déchets produits	quantitatif	E	quantité de déchets produits filière d'élimination des déchets	entreprise, enquête CCI
		Gestion collective des déchets		% déchets gérés collectivement	quantitatif	E	quantité de déchets gérés collectivement quantité de déchets produits	CCI, entreprise
<b>Management de l'environnement</b>	<b>Intégration de l'environnement</b>		Nbre d'entreprises mettant en œuvre une politique environnement ( études à caractère réglementaire, audits, ACV et Ecolabels, diagnostic environnement, certification ISO14001 ou Ecoaudit) pondéré par le degré d'intégration ( coef de 0 à 1) / nbre total d'entreprises	quantitatif	E	entreprises ayant mené une démarche environnementale	entreprise	

		<b>Gestion collective de l'expertise environnementale</b>	Nbre d'entreprises disposant d'un expert environnement + veille juridique à temps partagé / entreprises ne disposant pas d'experts internes	quantitatif	E	Nbre d'entreprises disposant d'un expert ou bureau d'étude à temps partagé Nbre d'entreprises disposant d'expert interne Nbre d'entreprises de la zone	entreprise , CCI
	<b>Gestion des transports</b>	<b>Transports</b>	Nbre moyen de véhicules individuels motorisés arrivant sur zone par jour et par personne (cet indicateur prend en compte le covoiturage)	quantitatif	E	Nbre de véhicules individuels sur la zone Nbre de personnes sur le site	entreprise ou terrain
<b>Economie</b>	<b>Développement économique de la zone</b>	<b>Dynamique économique de la zone</b>	Nbre d'entreprises arrivées par an - Nbre d'entreprises ayant quitté la zone ou ayant déposé le bilan par an et par m2 disponible (uniquement pour nouvelle zone)	quantitatif	Z	Nbre d'entreprises arrivées Nbre d'entreprises parties Superficie disponible	CCI, SEDL
		<b>Bénéfices réalisés</b>	Bénéfices dégagés par la zone par emploi (tenant compte aussi des coûts de fonctionnement de la zone)	quantitatif	Z, E	Bénéfices de la zone Coûts de fonctionnement de la zone Nbre de personnes travaillant sur le site	entreprise collectivités locales, SEDL

<b>Participation de la zone au développement local</b>		Part du budget investi ou réinjecté dans le bassin de vie local (investissements, clientèle locale)	quantitatif	E	Dépenses réalisées auprès d'entreprises locales Investissements dans des entreprises locales	entreprise
<b>Emploi</b>	<b>Emploi durable</b>	Nbre d'emplois locaux à durée indéterminée créés sur zone ou induits hors zone - Nbre d'emplois supprimés / nbre d'emplois sur la zone	quantitatif	E	Nbre de CDI locaux Nbre de licenciements Nbre d'emplois sur zone	entreprise
	<b>conversion Bénéfices / Emploi</b>	Différence l'emploi / bénéfices annuels de la zone	quantitatif	E	Nbre d'emplois créés Nbre de licenciements Bénéfices annuels de la zone	entreprise, CCI
	<b>Formation</b>	Nbre d'heures de formation (formation normale+ soutien anglais, informatique..) consacrées par la zone / personne embauchée	quantitatif	E	Nbre d'heures de formation réalisées par personne embauchée	entreprise

<b>Social</b>	<b>Qualité de vie</b>	<b>services proposés (lieux de détente et de rencontre)</b>	% superficie d'infrastructures collectives consacrées à la détente, sport, rencontres, restaurants, espaces verts	quantitatif	Z	Superficie d'infrastructures collectives Superficie de la zone	SEDL, terrain, entreprise	
		<b>services proposés (activités sportives, associatives..)</b>	fréquence des activités collectives	quantitatif	Z	Fréquence des activités collectives	entreprise	
	<b>Conditions de travail</b>	<b>ergonomie et confort de travail</b>	Nombre d'arrêts de travail pour fatigue, courbatures, dos par personne et par an	quantitatif	E	Nombre d'arrêts de travail pour fatigue, courbatures, dos par personne et par an	entreprise, CRAM	
		<b>Sécurité</b>	<b>Accidents technologiques</b>	Nbre de blessés et de morts occasionnés par un accident technologique par an	quantitatif	E	Nbre de blessés et de morts occasionnés par un accident technologique par an	entreprise
			<b>Accidents naturels</b>	Coûts des dégâts engendrés par des accidents naturels (inondations, vent...) / an	quantitatif	Z	Coûts des dégâts engendrés par des accidents naturels (inondations, vent...) / an	entreprise, SEDL
			<b>Sécurité routière</b>	nbre de blessés ou morts sur site ou impliquant personnel de la zone à proximité de la zone / personnel zone	quantitatif	Z	Nbre de blessés ou morts sur site ou impliquant personnel de la zone à proximité de la zone Nbre de personnes sur site	Sécurité routière

		<b>Procédures d'urgence</b>	% entreprises ayant mis en place un POI ou PPI (100% si POI collectif)	quantitatif	Z,E	Nbre d'entreprises ayant mis en place un POI	entreprise
	<b>Relations inter-entreprises</b>		Nombre d'entreprises ayant un contact entre elles pour la gestion d'équipements communs, pour des relations de travail formalisées	quantitatif	E	Nombre d'entreprises ayant un contact entre elles pour la gestion d'équipements communs, pour des relations de travail formalisées	entreprise
	<b>Impact social</b>	<b>Politique d'insertion</b>	Nbre d'entreprises ayant une politique d'insertion par l'emploi / Nbre d'entreprises total (100% si politique globale du gestionnaire de zone)	quantitatif	Z, E	Nbre d'entreprises ayant une politique d'insertion par l'emploi Nbre d'entreprises total	entreprise, ACCTIFS
<b>Méthodes de consensus gouvernance</b>	<b>Intégration dans le contexte local</b>	<b>Cohérence des politiques</b>	Degré de cohérence entre la stratégie de la zone et les objectifs des collectivités locales (Agenda 21 local, projets locaux déjà en place...)	qualitatif	Z	Actions Agenda 21 local Projets locaux	collectivités locales

<b>Partenariats et participation</b>	<b>Partenaires</b>	Nbre de partenaires privés et publics, acteurs locaux, association de population pondérés par degré de participation (information, consultation, concertation, décision) / Nbre de partenaires à priori concernés par le projet	quantitatif	Z	Nbre de partenaires de la zone Nbre de partenaires à priori concernés	
	<b>Intercommunalité</b>	Nbre de communes partenaires de la zone / Nbre de communes couvertes par la zone	quantitatif	Z	Nbre de communes couvertes par la zone Nbre de communes partenaires	
	<b>Mécanismes de médiation</b>	<b>structures de concertation</b>	Importance des structures de concertation	qualitatif	Z	Structures de concertation

## ANNEXE 2 : profils des zones

